

# Colloque

à l'Assemblée nationale, salle Lamartine,

le 23 janvier 2002

## **Pour une initiative européenne dans le conflit israélo-palestinien**

Ce colloque était présidé par M. Raymond Forni, président de l'Assemblée nationale.

Invités d'honneur :

- M. Avraham Burg, président de la Knesset d'Israël
- M. Ahmed Qureï, président du Conseil législatif palestinien.

Il se situait plus d'un an après le débat de la deuxième Intifada (2000 – 2005), soulèvement palestinien, dit aussi « guerre des pierres ».

J'avais été invité à ce colloque pour donner un aperçu de ce que pourrait être un engagement européen en Israël / Palestine, sinon pour mettre fin à un conflit de plus d'un demi-siècle, du moins pour en limiter les excès.

J'ai mis au net mes notes utilisées pour cette intervention. Il me semble qu'on pourra trouver quelques correspondances entre la position dans laquelle se trouve l'Europe, début 2024, alors que la guerre de Gaza dure toujours, et ce qu'il était en janvier 2002, en pleine Intifada.

# Contribution du général Jean COT

23 janvier 2002

## Quelle intervention militaire européenne ?

### 1-Les attendus

L'idée même d'une telle intervention sur le terrain est aujourd'hui – j'en conviens – totalement irréaliste alors que le conflit fait rage. Dans l'absolu cependant, qu'il me soit permis d'évoquer une telle intervention puisque *la communauté internationale* s'est, après tout, engagée militairement, dans un passé récent, en Bosnie-Herzégovine, au Timor oriental, au Kosovo et ailleurs.

Pourquoi, toujours dans l'absolu, ne pourrait-elle le faire en Palestine en s'interposant entre un Etat établi, Israël, et un autre en devenir, la Palestine ?

Le problème est que si une des parties demande cette intervention avec insistance, l'autre, Israël, la refuse, soutenue par les Etats-Unis qui opposeraient leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU si elle y était effectivement proposée.

Pourquoi Israël et les Etats-Unis ne veulent pas d'une telle intervention ?

- parce que Israël considère comme un affront qu'on puisse s'occuper d'une affaire qu'elle croit pouvoir régler seule.
- parce qu'une présence internationale mandatée par l'ONU mettrait davantage en lumière ses agissements que ne le font les observateurs divers – médias, humanitaires, analystes...
- parce que, enfin, cette présence internationale entamerait la liberté d'action d'Israël et affaiblirait le leadership américain, ce que, l'un comme l'autre, ne peuvent accepter.

Mais, à mon avis, les raisons d'Israël et des Etats-Unis ne sont pas suffisantes pour que la Communauté internationale renonce définitivement à intervenir dans un conflit qui engage la stabilité régionale et bien au-delà.

Il faut avoir le courage de dire que le sort du peuple palestinien est inacceptable et qu'il ne peut y avoir de profit pour personne de l'acculer à une telle désespérance.

### 2 – Qui pourrait conduire une telle intervention ?

Pas l'ONU, avec ses casques bleus et sa philosophie dont on connaît assez les limites, après son engagement en ex-Yougoslavie.

Pas davantage une coalition autour des Etats-Unis, lesquels ne sauraient être juge et partie.

Seule l'Europe pourrait prendre une telle initiative et s'en donner les moyens. Elle a des raisons historiques, politiques, économiques pour le faire. Elle a des moyens militaires suffisants et des structures de décision et de conduite déjà opérationnelles ou qui vont l'être.

L'Europe, c'est-à-dire les dirigeants des Etats les plus importants, en a-t-elle la volonté ? La réponse est non. L'Europe est dans ce conflit sans y être, se contentant de strapontins dans les négociations à Taba, Charm-el-Cheick, Camp David. L'Europe est transparente, inexistante...mais nous sommes peut-être là aujourd'hui, citoyens un peu plus lucides et informés sur cette question que la moyenne, pour, au moins, avoir l'ambition de bousculer des pouvoirs européens qui ne savent plus marcher devant leurs peuples.

Bien entendu, une telle audace – proposer une intervention militaire – suppose une rupture avec le suivisme actuel de l'Europe à l'égard des Etats-Unis, ce qui conduit à affirmer :

- que nous n'acceptons pas la manière dont monsieur Sharon gère cette crise,
- que nous refusons d'assimiler Arafat à Ben Laden, et de l'accuser d'inertie tout en détruisant les fondements de son autorité.

En résumé, l'Europe, prenant une telle initiative d'intervention militaire, devrait mettre en cause le leader ship absolu que se sont donné les Etats-Unis au Proche-Orient. Une telle audace est-elle totalement surréaliste, utopique ? J'aimerais pouvoir dire le contraire mais je crains, qu'en effet, l'Europe ne soit pas prête à reprendre la main, par manque de vision et d'ambition, dans un espace où elle fut acteur principal pendant des siècles. La Méditerranée n'est plus *mare nostrum* dirait aujourd'hui Fernand Braudel.

### **3 – Comment l'Europe pourrait-elle intervenir, à supposer qu'elle en ait l'audace ?**

Pour en décider, il convient d'abord d'analyser la nature de ce conflit, totalement asymétrique, du type occupant-occupé, avec des attentats horribles entraînant des représailles disproportionnées, inadmissibles.

J'ai connu cela pendant cinq ans en Algérie, commandant de compagnie d'infanterie. Je ne suis pas fier de notre aveuglement par lequel nous avons « fabriqué » plus de rebelles que nous n'en avons mis hors de combat.

Mais comparaison n'est pas raison et il se pourrait que Sharon ne se laisse pas entraîner dans la spirale de l'horreur, en revenant à « la politique du pire » comme avant les accords d'Oslo de 1993.

Dans un tel contexte, une force européenne d'intervention serait très sûrement instrumentalisée par les deux parties, leur servant de bouc émissaire, subissant leurs humiliations, comme il en fut de la Force de protection des Nations-Unies (Forpronu) en ex-Yougoslavie.

C'est pourquoi, pour limiter ces risques une telle force devrait être hautement opérationnelle, équipée, déterminée, comme l'était la brigade franco-britannique à Sarajevo en juillet 1995.

Quelles devraient être ses modalités d'engagement ? surtout pas de dilution, d'éparpillement, en cis-Jordanie occupée ou dans la bande de Gaza. Eviter l'enlèvement, le ligotage, la paralysie. S'installer sur les lignes de cessez-le-feu de 1967, là où se construisaient les murs israéliens, mais du côté du plus faible : le palestinien.

Objectif général : dissuader les provocations des extrémistes palestiniens et les actions de représailles disproportionnées d'Israël.

Volume de cette force ? Difficile pour moi, général en retraite d'être précis. Une brigade de 7 000 hommes, 5 000 en cis-Jordanie, 2 000 à Gaza ? On comprendra que, concernant le COMMENT de cette intervention européenne en Israël / Palestine, je ne puisse qu'esquisser ses modalités d'exécution.

## **CONCLUSION**

Je vais conclure par où j'ai commencé : ma réflexion peut non sans raison être considérée comme totalement irréaliste :

- parce que cette intervention n'a aucune chance d'être acceptée par Israël et les Etats-Unis,
- parce qu'elle n'a pas plus de chance d'être proposée par les Européens, lesquels en ont à l'évidence les moyens mais sûrement pas l'ambition et la volonté.

Seule une Europe-puissance accomplie, que j'appelle de mes vœux, serait en mesure de contester le leadership des Etats-Unis dans un conflit qui, plus qu'eux, nous concerne, nous Européens.

Mais, les choses étant ce qu'elles sont, le citoyen anonyme que je suis a peut-être le droit, en démocratie, d'exprimer son opinion, de caresser l'espoir (ou l'illusion ?) que cette réflexion puisse, sinon être prise en compte, du moins troubler quelque peu la conscience des dirigeants européens et de la classe politique en leur rappelant, s'il en est besoin, la responsabilité de l'Europe dans cette crise et les capacités qui sont les siennes de s'y engager concrètement, pour autant qu'ils en aient le courage politique.

Merci pour votre attention.

.../...

## Les morts du conflit israélo-palestinien

Quelques chiffres

	<b>Israël</b>	<b>Palestine</b>	
1° Intifada (1988 – 1993)	277	1 962	1/7
2° Intifada (2000 – 2005)	948	3 327	1/3,5
Conflits Israël – Hamas (Gaza)			
2008	13	1 440	1/11,8
2014	74	2 251	1/ 30,4
2021	12	233	1/ 19,7

Le conflit 2023-2024 est en cours

Le 15 janvier 2024 on comptait environ

1 400 Israéliens tués (1140 civils le 7 octobre 2023 et 260 militaires à Gaza)

24 000 Palestiniens tués, en grande majorité des civils.